

Introduction

Le Monde comme utopie

Trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Garry Davis, un Américain de vingt-sept ans, renonce à sa nationalité. Il a participé aux bombardements de villes allemandes, est traumatisé par la tuerie de tant de civils ; il entend contribuer à la réconciliation des peuples, à l'avènement d'une planète pacifiée. Campant sur l'esplanade du Trocadéro, il se veut « premier citoyen du monde » et demande asile à l'Organisation des Nations unies, l'ONU, réunie à Paris.

Son geste fait sensation. Comme il est susceptible d'être expulsé de l'Hexagone, de célèbres intellectuels constituent autour de lui un Conseil de solidarité. De la salle Pleyel au Vélodrome d'hiver, des foules enthousiastes se rassemblent pour l'entendre, adhérer à cet idéal de fraternité universelle. Bientôt, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes lui écrivent pour s'affirmer citoyens du monde. La préfecture du département du Lot se proclame Cahors-du-Monde, *Cahors Mundi* ; elle est suivie par des centaines de communes. Volonté d'ouverture aux autres, une Route sans frontières est inaugurée.

Deux ans durant, du 12 septembre 1948 au 25 juin 1950, ces événements font la Une des journaux. Alors que la guerre froide fait rage, que la peur d'un nouveau conflit s'empare des esprits, la détermination de l'ancien pilote de bombardier a valeur de symbole. Moderne Antigone en blouson, il se dresse, face aux États, pour s'adresser aux peuples au nom des peuples. Davis contre Goliath. L'adhésion à l'idée de citoyenneté mondiale qu'il incarne est considérable, les espoirs qu'elle fait naître sont immenses.

Trente ans après, l'écrivain Georges Perec revient, dans *Je me souviens*, sur les moments qui constituent la mémoire collective d'une génération. Il évoque l'ancien aviateur dans le onzième de ses souvenirs : « Je me souviens,

écrit-il, du citoyen du monde Garry Davis. Il tapait à la machine sur la place du Trocadéro¹. » Insolite, le « camping sauvage » de cet apatride volontaire a, d'évidence, retenu l'attention, frappé les esprits. Des photographies le représentant vêtu du blouson de cuir de son unité aérienne et muni, effectivement, d'une machine à écrire, ont paru dans bien des périodiques.

L'objet de cette étude historique est de retracer et d'analyser ces faits qui marquèrent une époque où tout paraissait possible, du risque d'anéantissement nucléaire à la mise en place d'institutions supranationales destinées à l'empêcher. De saisir combien la Seconde Guerre mondiale, la barbarie nazie, les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ont généré un nouveau monde, de nouvelles menaces. Combien sont importants les liens créés dans la Résistance, les tensions et les clivages dus aux affrontements idéologiques.

Renouveau d'un pacifisme si puissant dans les années 1930 et alors discrédité ? Certes. Et, plus encore, volonté de nombre de citoyens de prendre leur destin en main, d'affirmer leur solidarité à l'échelle de la planète. Ce à l'instar d'hommes aussi différents qu'Albert Einstein, le savant le plus célèbre du siècle, le député Henri Grouès, dit l'abbé Pierre, surréalistes et libertaires, chrétiens et francs-maçons un moment unis.

La mise en perspective et la contextualisation de ces événements sont nécessaires pour répondre à des interrogations multiples. Pourquoi, d'abord, un tel élan populaire ? Pourquoi et comment des écrivains de renom tels qu'Albert Camus, André Breton, Jean Paulhan ou Raymond Queneau, s'engagent-ils résolument en soutien à cette cause ? Pourquoi et comment des quotidiens comme *Combat*, *Franc-Tireur* et *Le Monde*, des périodiques aussi dissemblables que *Le Canard enchaîné* et *Esprit*, se font-ils favorablement l'écho de cette dynamique et l'amplifient, sous la plume de Claude Bourdet, André Fontaine, Tréno et Emmanuel Mounier ? Pourquoi, en province, un tel investissement de tant de médecins, d'enseignants et de lycéens, de maires et de modestes habitants de petites villes et villages ? Pourquoi, enfin, ces initiatives novatrices connaissent-elles un si soudain déclin ?

L'émergence, puis l'apogée, de ce mouvement se situent dans une brève période, de 1948 à 1950. C'est alors que des milliers d'articles sont consacrés à cet idéal, à ses expressions et manifestations. Alors que des dizaines de milliers de personnes affirment leur volonté d'appartenance à une même communauté, leur espoir en l'instauration d'un gouvernement ou d'un parlement mondial. Alors encore que les municipalités et les conseils généraux d'une région devenue l'Occitanie votent des résolutions en ce sens.

Notre propos est centré sur le moment le plus « chaud » de la toute récente guerre froide. Du « coup » de Prague à l'affaire Kravchenko, du blocus de Berlin au Pacte atlantique. Kominform contre plan Marshall, propagandes et aveuglements. C'est une époque de reconstruction et de restrictions, de dures grèves ; mais aussi le moment où les désirs de paix sont tels qu'ils s'expriment, parallèlement, par l'extraordinaire succès rencontré par l'Appel de Stockholm initié par la diplomatie soviétique. La périodisation choisie pour cette étude est cependant plus large. Les bornes temporelles ici retenues – 1945 et 1953 – nous ont en effet paru nécessaires pour rendre intelligibles les causes et la signification des faits relatés.

1945, d'évidence. Car ce sont les 7 et 9 mai de cette année-là que les cérémonies de capitulation de Reims, puis de Berlin, mettent fin au conflit en Europe. Et le 2 septembre suivant que la capitulation japonaise met le point final à la Seconde Guerre mondiale. 1945 aussi car, les 6 et 9 août, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki sont détruites, leurs habitants tués ou irradiés par une arme nouvelle, effrayante, qui bouleverse les conditions de l'affrontement guerrier. La prise de conscience d'une unification du monde se fait alors jour. Dans bien des domaines, des moyens de communication aux transports, les frontières traditionnelles des États-nations sont remises en question. La réduction des distances en témoigne : des avions traversent l'Atlantique en vingt-quatre heures alors que, cinq ans plus tôt il fallait, en bateau, un minimum de six jours.

1945 aussi, car c'est le 26 juin qu'est adoptée, à San Francisco, la Charte des Nations unies. La naissance de l'ONU est porteuse d'espoir. Las ! Dès 1947, la mise en place d'un monde bipolaire réduit son Assemblée à une tribune où s'échangent des invectives. Elle ne rassemble que des représentants des États, non des peuples, comme le soulignent les fédéralistes mondiaux réunis en congrès. Albert Einstein multiplie les articles et entretiens préconisant l'avènement d'institutions supranationales, formulant une alternative claire : un Monde uni ou le néant. En France, Albert Camus, rédacteur en chef de *Combat*, partage sa conviction. Et c'est en mars 1946 qu'est constituée une association portant le nom de Front humain des citoyens du monde.

Aux espoirs de la Libération succèdent très vite les désillusions de la guerre froide. Entre des gouvernements de plus en plus engagés dans le camp atlantiste, proaméricain, et un Parti communiste qui est la principale force politique du pays, la voie est étroite pour ceux qui n'entendent prêter allégeance ni à Washington ni à Moscou. C'est au sein de ces courants non partisans et neutralistes, autour d'intellectuels et de simples citoyens pour

la plupart issus de la Résistance non communiste, de tenants aussi d'un pacifisme renouvelé, que se rassemblent ceux qui veulent en finir avec la haine de l'Autre, échapper à l'emprise des nationalismes et des impérialismes.

La date de 1953 a, elle, été choisie après bien des hésitations. Car c'est dès l'été 1950, sous le choc du déclenchement de la guerre de Corée et par crainte de son extension, qu'à Paris comme dans le Lot la dynamique en cours est arrêtée net dans son élan. Mais comment ignorer que c'est en 1951 et 1952 que, dans le Gard, 186 communes suivent l'exemple de Cahors, adoptent à leur tour la Charte de mondialisation des villes et des communes ? Comment oublier, aussi, et c'est plus fâcheux, que c'est le 4 septembre 1953 que Garry Davis proclame à la mairie d'Ellsworth (Maine) un Gouvernement mondial dont il se veut le coordinateur ? Discrédit certain et fin d'une époque riche en projets à la fois idéalistes et collectifs : le Monde comme utopie.

Le terme de cette époque-là est aussi marqué, en 1953, par l'armistice signé en Corée et la mort de Staline. On n'en est pas encore à la détente ou à la « coexistence pacifique », mais au début du dégel augurant d'une nouvelle phase, moins menaçante, de la guerre froide. En France, les idéaux et attentes nés de la Résistance sont désormais révolus : le 6 août 1953 est promulguée une loi d'amnistie en faveur de la majorité des collaborateurs ; le 23 décembre suivant, René Coty, un homme qui avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, est élu à la présidence de la République. L'année 1954 marque sans doute possible l'ouverture d'une nouvelle page de notre histoire : en juillet, les accords de Genève mettent enfin un terme au conflit indochinois ; mais, dès le 1^{er} novembre suivant, l'Algérie est en proie à un déchaînement de violence. Huit ans durant, la guerre d'indépendance y fait rage, avec son cortège de crimes, de tortures et d'exactions. Quoi de surprenant à ce que les aspirations soient désormais tout autres ?

Même si l'apogée de ce mouvement inédit se situe entre le début du blocus de Berlin (24 juin 1948) et le déclenchement des hostilités en Corée (25 juin 1950), c'est donc dans un souci de compréhension de tous les tenants et aboutissants que la période couvrant les années 1945 à 1953 a été retenue.

À côté de l'enregistrement individuel, une dynamique parallèle est impulsée, qui vise elle aussi à préparer les élections à l'Assemblée constituante des peuples, première étape vers la mise en place d'institutions supranationales. Collective, cette initiative s'articule autour de la mondialisation des communes. Donc de leurs habitants. De nature différente, ces deux démarches

ont des calendriers, des acteurs loin d'être identiques. D'un côté, l'on assiste à l'implication d'intellectuels soucieux de dépasser les affrontements idéologiques. De l'autre, leur répond, en province, l'engagement de membres de professions libérales, de professeurs, de commerçants et de modestes paysans convaincus de vivre une aventure extraordinaire. Contrairement à la capitale, où les responsables des partis se tiennent à l'écart, on assiste, en province, à un réel soutien d'élus locaux de toutes tendances à l'exception des communistes.

Cet ouvrage est donc structuré en deux parties : d'une part, autour de la citoyenneté mondiale, dont les manifestations sont animées depuis Paris ; d'autre part, autour de la mondialisation des territoires, de centaines de villes et de villages situés pour l'essentiel dans les départements du Lot et du Gard. Bref, autour de deux incarnations emblématiques complémentaires, Garry Davis, *Cahors Mundi* et sa Route sans frontières.

Il n'aurait pas été concevable, auparavant, de ne pas évoquer l'existence de précurseurs se voulant citoyens du monde dès avant 1945 ; ni de s'abstenir de relater, ensuite, de 1954 à nos jours, les devenirs si dissemblables des principaux acteurs, les héritages plus ou moins assumés. En revanche, il n'était pas envisageable de ne pas circonscrire le champ de notre étude à l'Hexagone. Nul chauvinisme, bien sûr, dans ce choix. Mais un souci de rigueur qui aurait été mis à mal par la disparité des sources et une difficulté certaine à les croiser.

En toute cohérence, l'expression « citoyens du monde » est, dans cet ouvrage, écrite sans majuscule aucune pour désigner les femmes et les hommes qui affirment leur appartenance à la communauté mondiale mais se limitent à se faire enregistrer. Elle est, en revanche, accompagnée de deux majuscules – Citoyens du Monde donc –, lorsqu'il s'agit d'acteurs collectifs œuvrant à faire vivre cet idéal.

La polysémie du terme « mondialisation » mérite quelques précisions. Le mot est aujourd'hui employé à tort et à travers, beaucoup désignant par là une entreprise dont le but est la course effrénée au profit avec des effets socialement détestables : paradis fiscaux, marchandisation, standardisation culturelle, concurrence des salariés, délocalisations d'usines et chômage de masse... Les travaux de Vincent Capdepuy mettent en évidence l'évolution sémantique : l'usage du mot « mondialisation » est attesté, dès 1916, dans un ouvrage du juriste belge Paul Otlet, qui souligne la nécessité d'une juste répartition des richesses naturelles. Son emploi est fréquent dès les années 1960 et, plus encore, dans les années 1990, dans le vocabulaire économique. Mais

il y a là, observe ce chercheur, « un renversement complet du discours », son sens « s'est inversé et brouillé² ». Car c'est bien à la fin des années 1940 que « mondialisation » est employé par les Citoyens du Monde comme par la presse qui rend compte de leurs actions. Des années durant, le mot « reste lié au mouvement mondialiste [...] et il faut attendre 1959 pour qu'il commence de nouveau à être utilisé ; mais le sens n'est plus tout à fait le même³ ».

Le Grand Robert de la langue française en six volumes date l'apparition du mot « mondialiste » en 1949, de « mondialisme » en 1950 et, curieusement, de « mondialisation » en 1953, alors que le dictionnaire se réfère à un texte évoquant la mondialisation de Montpellier par sa municipalité en juin 1950⁴. Les Citoyens du Monde assument la paternité de ces vocables : « Ainsi est née une petite champignonnière de mots curieux : mondialiste, mondialiser, mondialisation, mondialité. Mondialisme fut rejeté comme équivoque et dangereux », écrit Robert Sarrazac en 1950 dans sa préface à un ouvrage toutefois intitulé *Le Mondialisme contre la guerre*⁵. La mondialisation des territoires et de leurs habitants se veut prise de conscience d'une communauté de destin pour l'humanité, un moyen pour accélérer la gestion planétaire équitable des problèmes humains. Elle s'inscrit dans une dynamique fraternelle et pacifique. Non dans une globalisation qui s'apparente, sous la domination des marchés financiers, à la guerre de tous contre tous. C'est donc dans son sens originel que nous employons le mot « mondialisation ».

L'histoire du cosmopolitisme a été étudiée par Peter Coulmas, celle du mondialisme par Louis Périllier et Jean-Jacques Tur, en relation avec le fédéralisme européen par Jean-François Billion⁶. Mais ni l'un ni l'autre de ces livres portant sur la longue durée ne consacre plus de quelques pages aux Citoyens du Monde. Aussi surprenant que ce puisse être, ces événements qui ont été, à l'époque, l'objet de tant d'articles de presse, n'ont jusqu'alors jamais été l'objet d'une étude historique. Certes, un mémoire de maîtrise d'histoire dû à Nicolas Barret a été présenté en 1992 en Sorbonne⁷ ; mais il est consacré pour l'essentiel au Front humain des citoyens du monde, auquel appartenait le père de l'étudiant, et n'a pas donné lieu à publication. Plusieurs acteurs de cette épopée ont publié leurs récits, tels Garry Davis et Guy Marchand⁸. Des personnes mêlées à ces événements n'ont pas manqué d'évoquer, avec plus ou moins de bonheur, leurs souvenirs. En particulier, Pierre Bergé, l'abbé Pierre, Louis Sauvé, Pierre Martin, Charles Ronsac⁹. Même si plus à distance, la lecture d'autobiographies est éclairante, qu'elles aient été écrites par Simone de Beauvoir, David Rousset, Henri Thamier ou Jules Moch¹⁰. De même que l'examen des réflexions et annotations du pein-

tre Jean Hé lion ou du président de la République, Vincent Auriol, qui tint son Journal tout au long du septennat ¹¹.

L'examen de tous ces témoignages était nécessaire. De même que celui du récit que des proches de Robert Soulage-Sarrazac ont rédigé sur son parcours ¹². Mais s'efforcer de décrypter, pour la première fois, l'histoire de l'émergence et de l'apogée des Citoyens du Monde en France n'était pas concevable sans étudier et croiser des sources autrement plus diverses. En particulier, la presse nationale, dans toute sa diversité, du *Monde* à *Franc-Tireur et Combat*, de *L'Aurore* à *L'Humanité*, de *France-Soir* au *Populaire* et au *Figaro*. La presse régionale, en particulier *La Dépêche du Midi*, *Sud-Ouest*, *Midi libre*, devait être consultée pour le Lot et le Gard. Hebdomadaires et revues ne pouvaient être ignorés, d'*Esprit* à *L'Observateur*, du *Canard enchaîné* à *Témoignage chrétien* ou *La Vie quercynoise*.

Il aurait, d'évidence, était impensable de ne pas étudier toutes les publications mondialistes apparues en deux ans, de *La Patrie mondiale* à *Peuple du Monde*, du *Citoyen du Monde* à *Cristal*, du *Mondialiste* aux bulletins destinés aux militants. De ne pas examiner, aussi, les périodiques pacifistes et/ou antimilitaristes, de *Défense de l'homme* au *Libertaire*.

Les souvenirs inédits, les documents confiés à l'auteur lui ont été précieux. Les correspondances échangées entre mondialistes aussi bien qu'entre le ministre de l'Intérieur et les préfets ont permis d'approcher la complexité de certaines relations et situations. Les notes d'information et rapports rédigés par les fonctionnaires des Renseignements généraux ont apporté un éclairage irremplaçable. Des microfilms de la Bibliothèque nationale de France aux pièces conservées au *Canard enchaîné*, d'archives municipales en archives départementales, le dépouillement de nombreux fonds publics et privés était plus qu'utile : indispensable.

La lecture de nombre d'ouvrages écrits par ou sur les membres du Conseil de solidarité constitué autour de Garry Davis ne l'était pas moins, de même que celle des plus importants travaux historiques portant sur la IV^e République, le pacifisme et la « lutte pour la paix » communiste, l'après-guerre et la guerre froide. D'où, c'est vrai, une bibliographie abondante mais nécessaire, présentée ici sous une forme très réduite, sélective. Puisse le récit circonstancié de ce temps où se mêlaient peurs et rêves collectifs faire partager au lecteur un peu de la passion qui anima ce travail ces cinq dernières années.